

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE [\(ici\)](#)

Prix: la dynamique des prix à la production ralentit à +4,1 (g.a.) en août tandis que celle des prix à la consommation s'accélère à +2,3 % (g.a.), contre respectivement +4,6 % et + 2,1 % en juillet

Réserves de change: les réserves diminuent légèrement de -8 Mds USD, à 3 110 Mds USD, en août

BANQUE ET FINANCE [\(ici\)](#)

Finances publiques/ marché obligataire: S&P et Moody's ont abaissé d'un cran la notation de plusieurs LGFV

Marché boursier: le CNY atteint son cours le plus faible à 6,82 RMB pour un dollar depuis le début de l'année, dans un contexte où la PBoC semble donner la priorité à l'objectif interne de stimulus monétaire.

Marché obligataire & notation de crédit: la PBoC et la CSRC cherchent à unifier les critères de notation de crédit des obligations d'entreprise sur le marché interbancaire et sur les marchés organisés ; deux agences de notation contrôlées par la même entité sont encouragées à fusionner

Finance inclusive : les intérêts perçus par les institutions financières dans le cadre des prêts aux petites et microentreprises et à des entreprises personnelles sont exonérés de la TVA

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE [\(ici\)](#)

Relations France-Chine: 25ème Commission Mixte Franco-Chinoise sur le Commerce et l'Investissement

US-Chine: imposition de tarifs américains sur 200 Mds \$ d'importations chinoises

US-Chine: étude de l'AmCham sur les effets de la guerre commerciale

UE-Chine: résolution du Parlement européen sur les relations entre l'UE et la Chine

Commerce extérieur: le commerce extérieur chinois maintient une solide dynamique en août

INDUSTRIE ET NUMERIQUE [\(ici\)](#)

Automobile: le rival chinois de Tesla, NIO, lève 1 Mds USD avec son IPO, à la bourse de New York

Terres rares: les autorités chinoises organisent la montée en gamme du secteur des terres rares

E-commerce: le Président et co-fondateur d'Alibaba annonce son départ à la retraite

E-commerce: Alibaba s'allie aux entreprises russes Mail.ru et MegaFon

Électroménager: Haier s'apprête à installer son second parc industriel en Inde

Économie numérique: Didi enregistrera désormais les conversations au sein des véhicules

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS [\(ici\)](#)

Institutions: compétences du Ministère chinois de l'écologie et de l'environnement

Institutions: compétences du Ministère chinois des ressources naturelles

Air: plan d'action de trois ans d'amélioration de la qualité de l'air

HONG KONG ET MACAO [\(ici\)](#)

Réserves de change: les réserves officielles en devise de Hong Kong s'élèvent à 424,9 Mds USD fin août, contre 431,9 Mds USD fin juillet

Fintech: la Hong Kong Monetary Authority (HKMA) et la Banque centrale du Brésil (BCB) ont signé un accord le 9 septembre 2018 sur les Fintech

Transport : ouverture le 23 septembre de la 1ère connexion par TGV entre Hong Kong et la Chine continentale

IPO/ marchés financiers : la 3ème plus grosse IPO de l'année à Hong Kong après Xiaomi (producteur de téléphones portables) et China Power

CONJONCTURE

Prix : la dynamique des prix à la production ralentit à +4,1 (g.a.) en août tandis que celle des prix à la consommation s'accélère à +2,3 % (g.a.), contre respectivement +4,6 % et + 2,1 % en juillet

L'indice des prix à la production (IPP) ralentit en août, à +4,1% en glissement annuel (g.a.) contre +4,6 % en juillet 2018. Ce ralentissement est principalement tiré par les sous-indices des matières premières (à +7,8 % en g.a. en août contre +9% en juillet) et du secteur manufacturier (à 3,5 % en g.a. en août contre 4,1% en juillet). Pour mémoire, la croissance en g.a. de l'IPP est redevenue positive en septembre 2016 pour la première fois depuis plus de quatre ans, se portant à +5,5% en 2016 et avec un maximum à +7,8% en février 2017.

La dynamique des prix à la consommation (IPC) a été de +2,3% en glissement annuel en août, contre +2,1% en juillet, soit la croissance la plus rapide depuis le mois de février (+2,9%). A noter que les prix des aliments, des biens de consommation et de certains services avaient été particulièrement dynamiques en février en raison d'un important effet de base dû au Nouvel An chinois. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) a été relativement stable (à +2% en g.a. en août contre +1,9 % en juillet). L'accélération du mois d'août est notamment tirée par l'accélération des prix des aliments (+1,9 % en g.a. en août contre 1% en juillet). Ce rebond des prix des aliments s'explique par la hausse des prix des légumes et par le ralentissement de la tendance baissière des prix du porc (-4,9 % en g.a. en août contre -9,6 % en juillet). Il convient de souligner que le poids des prix du porc dans l'IPC est particulièrement important (estimé à environ 3% selon Citic Securities Co, le gouvernement ne précisant pas sa méthode de calcul de l'IPC).

Réserves de change : les réserves diminuent légèrement de -8 Mds USD, à 3 110 Mds USD, en août

La valeur en USD des réserves de change officielles chinoises a diminué de -8 Mds USD en août, à 3110 Mds USD (+0,6% en g.a.). La State Administration of Foreign Exchange (SAFE) a attribué cette légère baisse « à l'augmentation de l'indice du dollar USD et aux incertitudes liées à l'environnement externe ainsi qu'aux tensions commerciales ». Le taux de change s'est quant à lui stabilisé autour de 6,83 CNY par USD.

Par ailleurs, la SAFE a ajouté que « depuis le début de l'année, malgré la forte volatilité des marchés financiers, les réserves de change de la Chine sont restées pratiquement stables grâce à l'évolution permanente et positive de l'économie et à la flexibilité renforcée du taux de change du RMB ». La SAFE a aussi réaffirmé que « les réserves de change resteraient stables ». Pour mémoire, les statistiques des variations des réserves au bilan de la PBoC (comptabilisées au coût historique, donc hors effet de valeur) attestent de très faibles flux mensuels nets de réserves depuis juin 2017 et le gouverneur Yi Gang a écarté en avril l'éventualité d'une utilisation du taux de change ou des réserves (largement placées en bons du Trésor américain) en réponse aux tarifs douaniers instaurés par les autorités américaines sur certains biens chinois.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

BANQUE, FINANCE

Finances publiques/ marché obligataire : S&P et Moody's ont abaissé d'un cran la notation de plusieurs LGFV

Le 12 septembre 2018, S&P Global Ratings et Moody's ont abaissé d'un cran la notation de 11 plateformes de financement d'autorités publiques locales (ou local government financing vehicles, LGFV) reflétant les incertitudes, dans un contexte de politiques de désendettement initiées par le pouvoir central, quant au soutien des gouvernements locaux envers leurs plateformes de financement respectives.

Dans le détail, S & P et Moody's ont toutes deux revu à la baisse la notation de la LGFV Tianjin Binhai New Area Construction & Investment Group Co. Ltd., une plateforme détenue entièrement par la Tianjin State-owned Assets Supervision & Administration Commission (à BBB, contre BBB+ avant, pour S&P et à Baa2, contre Baa1 avant pour Moody's).

Par ailleurs, S&P a abaissé d'un cran la notation de sept LGFV dont celles des villes de rang provincial Chongqing (Chongqing Nan'an Urban Construction & Development) et de Tianjin (Tianjin Infrastructure Construction & Investment Group), ainsi que des villes de Wuxi (Wuxi Construction and Development Investment), Yangzhou, Changsha et Zhenjiang. Moody's Investors Service a annoncé avoir revu à la baisse les notations de 5 LGFV des gouvernements des provinces de Hubei et de Tianjin et des villes de Nanjing et Zhuzhou.

Dans un communiqué, S&P explique ces abaissements par « l'affaiblissement graduel du rôle des LGFV et de leur liens avec leur gouvernement local », signalant ainsi la nécessité d'attribuer des notations distinctes aux LGFV et à leur gouvernement respectif pendant cette période de transition (i.e. politiques de désendettement). Pour mémoire, dans un contexte de ralentissement conjoncturel et de mise en place de politiques de soutien à l'activité économique, les autorités (Liu Kun) ont néanmoins réaffirmé de manière très claire leur volonté de maintenir les restrictions en vigueur sur les emprunts hors budget des gouvernements locaux.

Pour mémoire, les plateformes de financement des autorités publiques locales (ou local government financing vehicle, LGFV) sont des entités publiques utilisées par les autorités publiques locales pour financer leurs projets, souvent des infrastructures, et ainsi contourner les restrictions dont elles font l'objet depuis la loi de 1994 sur les finances locales. Le FMI calcule ainsi un déficit « augmenté » ramenant au bilan des finances publiques les LGFV et des fonds d'investissement gouvernementaux, avec un déficit de 12,6% du PIB en 2017 contre 3% pour le déficit officiel (rapport Article IV de juillet 2017).

Marché boursier : la CSRC, en coopération avec 4 agences gouvernementales, envisage de faciliter les rachats par les entreprises cotées de leurs propres actions et sollicite les commentaires du public

Le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) a publié jeudi le 6 septembre avant l'ouverture de la Bourse des révisions (consultation pour avis) sur le droit des sociétés en ce qui concerne les rachats par les entreprises cotées sur le marché domestique de leurs propres actions. Cette proposition, formulée en coopération avec la banque centrale chinoise (PBoC), le ministère des Finances (MoF), l'administration en charge de la gestion des entreprises publiques (SASAC) et le régulateur des banques et des assurances (CBIRC), est ouverte aux commentaires publics pour une période d'un mois, jusqu'au 5 octobre.

Selon la nouvelle proposition de règlement, plusieurs cas sont envisagés pour les rachats d'actions, y compris les plans d'actionnariat pour employés, les obligations d'entreprises convertibles et warrants,

ainsi que d'autres rachats légaux en vue de protéger la réputation des entreprises et les intérêts des actionnaires. Les rachats d'actions pourraient aller jusqu'à 10% du total des actions émises par une société.

La CSRC entend simplifier et accélérer le processus d'obtention de l'approbation des actionnaires pour les rachats. Dans le détail, à l'exception des opérations de réduction du capital social de la société et de fusion avec d'autres entreprises détenant des actions de la société, les rachats d'actions pour d'autres raisons nécessiteraient seulement l'accord du conseil d'administration, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'assemblée générale.

Par ailleurs, le système d'actions de trésorerie (Treasury Stocks), ce qui est assez commun aux Etats-Unis, serait introduit pour la première fois en Chine dans le cadre de ces révisions. Grâce à ce système, les entreprises cotées pourraient détenir leurs propres actions rachetées pour une période allant jusqu'à 3 ans, avant de les céder ou de les annuler.

Jusqu'au jour de l'annonce de la CSRC, selon les statistiques de Wind, fournisseur de données financières basé à Shanghai, 697 sociétés cotées sur le marché boursier chinois (A-share) ont annoncé leur plan de rachats d'actions. A titre comparatif, seulement 382 sociétés cotées sur le marché boursier chinois ont procédé à des rachats d'actions l'année dernière.

Pour rappel, le Shanghai Composite Index a chuté en dessous de son seuil psychologique de 3000 le 19 juin pour la première fois en 9 mois. Jusqu'au 12 septembre, le Shanghai Composite Index et le Shenzhen Component Index ont perdu -25,4 % et -30,1 % respectivement par rapport au 24 janvier, leur plus haut niveau de cette année. Les niveaux les plus hauts jamais atteints par le Shanghai Composite Index et par le Shenzhen Component Index ont été de 6092 le 16 octobre 2007 et 19 531 le 31 octobre 2007 respectivement. Autrement dit, les niveaux actuels du Shanghai Composite Index et du Shenzhen Component Index ne représentent que 43,6 % et 41,5 % de leur plus haut niveau historique en 2007.

Marché obligataire & notation de crédit : la PBoC et la CSRC cherchent à unifier les critères de notation de crédit des obligations d'entreprise sur le marché interbancaire et sur les marchés organisés ; deux agences de notation contrôlées par la même entité sont encouragées à fusionner.

La banque centrale chinoise (PBoC) et le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) ont publié conjointement le 11 septembre la 14e annonce de l'année 2018 afin de promouvoir l'unification progressive des normes de notation de crédit sur le marché obligataire interbancaire et sur les marchés organisés.

L'« Annonce » stipule que les agences de notation ayant déjà effectué des activités de notation sur le marché obligataire interbancaire ou sur le compartiment organisé peuvent demander à effectuer simultanément des notations sur l'autre compartiment ; la PBoC, la CSRC et la National Association of Financial Market Institutional Investors (NAFMII) vont mettre en place un processus de validation rapide (fast track) afin de faciliter cette reconnaissance mutuelle de qualification pour les agences de notation.

Selon l'« Annonce », la PBoC, la CSRC et la NAFMII collaboreront également au processus de révision et d'enregistrement des agences de notation et au partage d'informations ; les régulateurs peuvent procéder à des contrôles et inspections dans les agences de notation lorsque cela est nécessaire, y compris des contrôles sur place. De plus, l'« Annonce » appelle les agences de notation à améliorer leur gouvernance d'entreprise et à se prémunir contre les conflits d'intérêt (cf. infra). En outre, les différentes agences de notation relevant d'une même entité sont encouragées à s'intégrer par la fusion ou la réorganisation. Tel est le cas de la China Lianhe Credit Rating Co., Ltd. (marché obligataire interbancaire) et l'United Credit Ratings Co., Ltd. (marchés obligataires organisés), qui appartiennent toutes les deux à l'United Credit Management Limited.

Pour information, le marché obligataire interbancaire et les marchés obligataires organisés sont supervisés respectivement par la PBoC (et la NAFMII) et la CSRC. Le fait que ces deux marchés obligataires fassent l'objet de systèmes de notation différents en termes de symboles de notation, de crans de notation, etc. implique qu'une entreprise pourrait recevoir une notation différente sur ces deux marchés. L'objet du dispositif est in fine d'éviter les arbitrages réglementaires.

Pour rappel, la CSRC et la NAFMII a interdit à l'agence de notation Dagong Global toute activité de notation d'obligations émises sur la bourse chinoise pour un an en raison de conflits d'intérêts et d'autres violations (cf. brève du 20 août 2018).

Finance inclusive : les intérêts perçus par les institutions financières dans le cadre des prêts aux petites et microentreprises et à des entreprises personnelles sont exonérés de la TVA

Le ministère des Finances (MoF) et l'Administration nationale des Affaires fiscales (SAT) ont décidé le 6 septembre d'exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) les intérêts perçus par les institutions financières dans le cadre des microcrédits à de petites et microentreprises et/ou à des entreprises individuelles entre le 1er septembre 2018 et le 31 décembre 2020.

Dans le détail, un microcrédit fait référence à un prêt de montant égal ou inférieur à 100 M RMB. Une institution financière peut choisir l'une des deux méthodes suivantes pour appliquer cette exonération fiscale : (1) pour un microcrédit accordé à une petite ou microentreprise, une entreprise personnelle, dont le taux d'intérêt n'excède pas 150 % du taux de référence sur les prêts de la banque centrale chinoise (PBoC) de la même période, les intérêts perçus par l'institution financière sont exonérés de la TVA ; pour les intérêts perçus sur un microcrédit dont le taux d'intérêt est supérieur à 150 % du taux de référence sur les prêts de la PBoC, l'institution doit s'acquitter de la TVA, conformément aux politiques fiscales en vigueur. (2) s'agissant des intérêts perçus par une institution financière dans le cadre d'un microcrédit, la partie des intérêts perçus calculée selon 150 % du taux de référence de la PBoC est exonérée de la TVA ; l'excédent est soumis à la TVA conformément aux politiques fiscales en vigueur.

Cet allègement fiscal s'inscrit dans la volonté des autorités chinoises de promouvoir l'inclusion financière et d'améliorer la capacité des banques et d'autres institutions financières à « servir l'économie réelle ». Pour rappel, la PBoC a annoncé le 17 avril la réduction de 1 point de pourcentage du ratio de réserves obligatoires des banques commerciales dans le but d'accroître le soutien aux petites et micros entreprises (cf. brève du 16 avril 2018).

Pour information, le taux à la TVA applicable à des intérêts perçus est de 6 %.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations France-Chine : 25^{ème} Commission Mixte Franco-Chinoise sur le Commerce et l'Investissement

La 25^{ème} édition de la Commission Mixte Franco-Chinoise sur le Commerce et l'Investissement s'est tenue, vendredi 14 septembre à Pékin, sous la présidence conjointe du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian et du ministre du Commerce Zhong Shan, et en présence de la Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances, Delphine Gény-Stephann. Les échanges se sont structurés autour de trois thèmes : rééquilibrage par le haut des échanges commerciaux ; renforcement des synergies en matière d'investissements croisés ; bilan des coopérations sectorielles existantes et réflexion sur les futurs axes de partenariat. M. Le Drian s'est également entretenu avec le Premier ministre Li Keqiang, le vice-Premier Ministre Hu Chunhua et le Conseiller d'État Wang Yi. A l'occasion d'une conférence de presse conjointe avec M. Le Drian, Wang Yi s'est notamment exprimé sur le sujet de la réforme de l'Organisation mondiale du commerce : « *la Chine soutient les réformes nécessaires et l'amélioration du système actuel, y compris l'OMC, pour le rendre plus juste, plus efficace et plus rationnel* ». Avant de préciser que « *le but de la réforme devra être de permettre aux États de distribuer les fruits de la mondialisation plus justement, et non de creuser encore les différences entre le sud et le nord* ».

US-Chine : imposition de tarifs américains sur 200 Mds \$ d'importations chinoises

Le 17 septembre 2019, le Président Donald Trump a décidé de l'imposition de tarifs de 10% supplémentaires sur 200 Mds \$ d'importations de biens chinois, menaçant d'imposer de nouveaux tarifs sur 267 Mds\$ d'importations supplémentaires si la Chine prenait des mesures de rétorsions. Le taux de 10%, applicable à compter du 24 septembre, sera élevé à 25% au 1^{er} janvier 2019 afin de laisser le temps aux entreprises américaines d'adapter leurs chaînes d'approvisionnement, selon l'administration américaine. Parmi les produits épargnés de ces nouveaux tarifs, on compte notamment l'iPhone et les casques de vélo. Cette nouvelle vague de tarifs est imposée alors que le Secrétaire au Trésor Steven Mnuchin venait d'inviter le Vice-Premier Ministre chinois Liu He à reprendre les négociations ; selon Reuters, ces discussions pourraient avoir lieu dès le 20 septembre. Aucune confirmation ou annulation n'a été publiée depuis l'imposition des tarifs.

En parallèle, interrogé par les médias sur la vulnérabilité de l'économie chinoise face à la guerre commerciale, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a invoqué un proverbe chinois : « *tuez 1000 ennemis, vous perdrez 800 soldats. Il n'y a pas d'intérêt à chercher la différence entre 1000 et 800* », et souligné la confiance du gouvernement chinois en sa capacité à « *assurer un développement régulier et solide de son économie* ». De son côté, sur Twitter, M. Trump a, lui, jugé que les États-Unis n'étaient « *sous aucune forme de pression pour parvenir à un accord avec la Chine [...] nos marchés sont en hausse, les leurs s'effondrent* ».

US-Chine : étude de l'AmCham sur les effets de la guerre commerciale

La Chambre américaine de commerce en Chine (AmCham China) a publié, jeudi 13 septembre, les résultats d'une enquête auprès de 430 entreprises américaines implantées en Chine, conduite entre le 29 août et le 5 septembre dans le but d'évaluer l'impact de la guerre commerciale sino-américaine



sur leurs activités. Plus de 60% d'entre elles estiment que les tarifs sur 50 Mds USD d'importations réciproques ont déjà un impact négatif sur leurs activités. Les entreprises américaines actives dans les secteurs de l'automobile (89% craignent un effet négatif), des machines (87%) et de l'électronique (81%) sont les plus préoccupées quant à la perspective de nouveaux tarifs américains ; alors que les entreprises des secteurs de la chimie (85%) et de l'aéronautique (82%) sont celles qui s'inquiètent le plus de la réponse chinoise.

Selon l'étude, la guerre commerciale a un effet sur les décisions d'investissement des entreprises américaines et sur la structure des chaînes de valeur mondiales : 30% des entreprises interrogées disent chercher à contourner les tarifs en développant leurs activités hors des États-Unis ou hors de Chine (principalement à destination des pays d'Asie du Sud-Est ou du sous-continent indien) ; 31% envisagent de reporter ou d'annuler leurs décisions d'investissement en Chine.

Enfin, 52% des entreprises américaines témoignent être victimes de nouvelles barrières non-tarifaires sur le marché chinois (renforcement des inspections administratives, ralentissement des procédures douanières, principalement). Mardi 11 septembre, un représentant du *US-China Business Council* - une organisation industrielle américaine - témoignait auprès du *South China Morning Post* avoir été mis au courant par les autorités chinoises d'une stratégie délibérée de gel des procédures d'octroi de licences aux entreprises américaines, notamment dans le secteur financier.

[L'étude de l'AmCham](#)

UE-Chine : résolution du Parlement européen sur les relations entre l'UE et la Chine

Publiée le 12 septembre, la résolution sur les relations UE-Chine souligne que le pays est un partenaire stratégique de l'UE et qu'il existe un potentiel énorme de coopération future, mais non sans défis. Les députés appellent les États membres à renforcer leur unité face aux politiques chinoises et à tirer parti du pouvoir de négociation collective beaucoup plus important de l'Europe afin de contrer l'influence de la Chine. La résolution souligne les tentatives de la Chine d'investir dans les infrastructures stratégiques européennes, en utilisant son initiative "Ceinture et route" qui entrave le libre-échange et donne un avantage aux entreprises chinoises, selon le communiqué de presse du Parlement européen. Les députés rappellent que ces investissements font partie de la stratégie chinoise visant à prendre le contrôle des secteurs bancaire et énergétique, ainsi que d'autres chaînes d'approvisionnement. Par conséquent, ils appellent la Chine à accroître la transparence et à respecter les normes environnementales et sociales. Ils invitent également les États membres et les pays candidats à l'adhésion à l'UE à partager les données sur les investissements chinois dans les infrastructures avec les institutions européennes. Le rapporteur Bas Belder a déclaré: "Le principe essentiel pour des relations solides entre l'UE et la Chine est la réciprocité, de préférence dans tous les domaines, allant de l'accès au marché à la liberté de la presse. La réciprocité favorise la confiance mutuelle et établit une fondation solide pour un partenariat stratégique entre l'UE et la Chine."

[Lien vers la résolution](#)

Commerce extérieur : le commerce extérieur chinois maintient une solide dynamique en août

Les douanes chinoises ont publié, samedi 8 septembre, les chiffres du commerce extérieur chinois pour le mois d'août 2018. Ces chiffres confirment les tendances identifiées depuis le début de l'année. Les



échanges totaux de la Chine se portent à plus de 3 000 Mds USD sur les 8 premiers mois de l'année, en hausse de 16% en glissement annuel. Malgré une résorption mécanique de l'excédent commercial chinois (-28% en g.a.), celui-ci se maintient à un niveau important (200 Mds USD). La part de marché américaine en Chine, sur les 8 premiers mois de 2018, continue de s'éroder, passant en-dessous des 8% (7,9%). Interrogé sur ce nouveau creusement du déficit américain vis-à-vis de la Chine, le porte-parole du Mofcom Gao Feng, a estimé que cette asymétrie était liée « *au faible degré d'épargne des Etats-Unis, au statut du dollar comme monnaie de réserve et aux dispositions américains de contrôle des exportations vers la Chine* ». Il a ajouté que la poursuite de l'augmentation des exportations chinoises vers les États-Unis était principalement due à la hausse de la demande intérieure américaine et, éventuellement, à une anticipation par les exportateurs chinois d'une future escalade des frictions commerciales : « *il peut y avoir quelques cas d'entreprises chinoises qui sont inquiètes de la politique américaine et qui se précipitent pour exporter en avance* », a commenté le porte-parole.



INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Automobile : le rival chinois de Telsa, NIO, lève 1 Mds USD avec son IPO, à la bourse de New York

Après une entrée en bourse décevante ce mercredi à la bourse de New York (chute des actions de NIO de 11% le premier jour), les titres du constructeur chinois de véhicules électriques ont gagné 5,43% à New York en fin de semaine. Sa valorisation est estimée à 6,4 Mds USD, alors que le groupe avait préalablement estimé valoir 8 Mds USD.

Créée en 2014 (sous le nom de NexEV) et financée par les géants chinois de l'internet Baidu et Tencent, NIO fait partie des nombreuses start-up apparues ces dernières années en Chine en espérant profiter du dynamisme du secteur des véhicules électriques sur le premier marché automobile du globe. A travers cette introduction, Nio souhaite lever des fonds afin de distancer ses concurrents chinois et se confronter à Tesla en misant sur des modèles meilleur marché: après le lancement d'un premier 4x4 urbain électrique, NIO avait ainsi annoncé vouloir commercialiser dès 2020 aux Etats-Unis des voitures électriques. Un défi pour le moins compliqué: NIO a vendu son premier véhicule en décembre seulement, trois ans après la création de l'entreprise. NIO affirme avoir livré, avant fin juin, 481 exemplaires de son premier modèle produit en masse, avec des réservations déjà enregistrées pour 17 000 véhicules supplémentaires. La start-up a réalisé un CA de 7 M USD (6 M EUR) au premier semestre pour une perte nette dépassant 500 M USD (430 M EUR).

Terres rares : les autorités chinoises organisent la montée en gamme du secteur des terres rares

Le MIIT va encourager les 6 groupes chinois dans les terres rares à se regrouper pour ne former plus que 2 ou 3 groupes qui deviendront des géants dans le secteur.

Les terres rares sont un groupe de minerais qui sont utilisées dans de nombreux secteurs dont la défense et les énergies renouvelables. Avec près de 35% des réserves mondiales, la Chine est le principal producteur et exportateur de terres rares. L'industrie chinoise se heurte néanmoins à plusieurs obstacles tels que l'extraction illégale, son incapacité à produire des biens de valeur ajoutée, et la pollution qui découle de l'extraction. Afin de limiter l'impact environnemental et préserver ses réserves, la Chine a mis en place depuis 2010 des quotas de production. En 2014, les autorités chinoises ont établi 6 grands groupes spécialisés dans les terres rares afin de consolider le secteur. Ces 6 groupes, dont North Rare Earth Group et Aluminum Corp of China (également 2ème producteur d'aluminium de Chine), sont principalement situés dans les provinces de Mongolie Intérieure, Jiangxi, Guangdong et Fujian.

E-commerce : le Président et co-fondateur d'Alibaba annonce son départ à la retraite

Dans une interview au New York Times publiée le vendredi 7 septembre, Jack Ma a annoncé qu'il quitterait le poste de Président du groupe Alibaba au 1er septembre 2019. Il a indiqué vouloir suivre les pas de Bill Gates et prévoit de se consacrer désormais à des projets philanthropiques dans l'éducation, tout en continuant à conseiller le groupe (Jack Ma continuera de siéger au Comité d'administration jusqu'en 2020 au moins). Cette annonce vient conclure une transition prévue dès mai 2013, lorsque Jack Ma avait abandonné poste de Directeur Général du groupe en annonçant que la génération née dans les années 1960 se retirerait bientôt de la gestion du groupe. C'est Daniel Zhang, Directeur Général d'Alibaba depuis 2015, qui lui succèdera à la tête du groupe en septembre 2019. Diplômé de l'Université de finance et d'économie de Shanghai, Daniel Zhang a commencé sa carrière comme CFO de Shanda, une entreprise de jeux vidéo. Après un passage chez PwC, il rejoint Alibaba en 2007, où il dirige le département financier de Taobao (B2B) avant de présider la plateforme T-Mall (B2C).

Pour mémoire, c'est en 1999 que Jack Ma a co-fondé Alibaba. Désormais leader de l'e-commerce de Chine, l'entreprise est également présente dans l'industrie du "cloud" (Ali Cloud), le cinéma (Ali Yingye) et la finance (Ant Financial ; Alipay, le service de paiement électronique du groupe détient 54% des parts de marché). Le groupe emploie 86 000 employés, et a enregistré un CA de 40 Mds USD (34 Mds EUR) en 2017.

E-commerce : Alibaba s'allie aux entreprises russes Mail.ru et MegaFon

Le numéro un du e-commerce chinois va créer une société commune avec les groupes russes MegaFon et Mail.Ru, respectivement spécialisés dans les télécoms et internet. La transaction devrait se conclure au premier trimestre 2019. Destinée à la Russie et à la Communauté des Etats Indépendants (CEI, qui regroupe 9 des 15 anciennes républiques soviétiques), cette nouvelle entité, nommée AliExpress Russie, sera détenue à 48% par Alibaba, à 24% par MegaFon, à 15% par Mail.ru et à 13% par le fonds souverain Russian Direct Investmunt Fund. La future société englobera les plateformes d'e-commerce existantes d'Alibaba en Russie (AliExpress et Tmall) et de Mail.ru (Pandao, lancé en 2017). Les données des utilisateurs seront traitées uniquement sur le territoire russe. La nouvelle plateforme utilisera les services de paiement russes et donnera accès aux PME russes à plus de 600 millions d'utilisateurs d'Alibaba dans le monde. Le principal concurrent d'Alibaba, Amazon, est peu présent en Russie.

Électroménager: Haier s'apprête à installer son second parc industriel en Inde

Le géant de l'électroménager chinois vient de signer un MoU avec le gouvernement de l'Etat d'Uttar Pradesh afin de pouvoir construire un second site en Inde. Ce nouveau site devrait entrer en opération en 2020 et conduire à la création de 4000 nouveaux emplois. Le nouveau site va permettre au groupe de renforcer ses capacités de production et de diminuer sa dépendance aux importations en produisant localement. Haier a souligné qu'à travers cet investissement le groupe chinois s'alignait à la politique du gouvernement indien "Make in India" (destinée à inciter aux industriels de produire en Inde).

Pour mémoire, Haier est présent en Inde depuis 2007 avec un site de production dans l'Etat de Maharastra.

Économie numérique: Didi enregistrera désormais les conversations au sein des véhicules

Didi Chuxing, la plus grande plateforme chinoise de VTC en ligne, a lancé une nouvelle fonction d'enregistrement audio dans le cadre du renforcement de ses mesures de sécurité à la suite du scandale provoqué par les meurtres récents de deux jeunes femmes par des conducteurs. Les utilisateurs de la plateforme ne sont désormais plus autorisés à poursuivre leur commande que s'ils acceptent de voir leurs conversations enregistrées. L'enregistrement est effectué sur l'appareil du conducteur à chaque trajet et utilisé comme preuve dans la gestion des plaintes et des mauvaises critiques. Selon les informations communiquées par Didi, les enregistrements sont chiffrés et sont automatiquement supprimés après sept jours, si aucun litige ne survient pendant cette période. Depuis mercredi dernier, Didi fait également l'objet d'une enquête exhaustive par une équipe d'inspection du ministère des Transports et la Commission centrale des affaires du cyberspace, qui déterminera si l'entreprise a résolu ses problèmes de sécurité (sécurité des passagers et sécurité des données).

Pour mémoire, Didi Chuxing est le leader du marché de la location de voiture avec chauffeurs depuis son rachat des activités d'Uber en Chine en 2016. L'entreprise comptait 450 M d'utilisateurs dans 400 villes en 2017. Elle est présente dans de nombreux pays (Australie, Brésil, Mexique etc.) et envisage de s'implanter en France.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Institutions : compétences du Ministère chinois de l'écologie et de l'environnement

Le Conseil des affaires d'Etat (organe exécutif suprême) a adopté début septembre un document précisant les attributions et l'organisation du Ministère chinois de l'écologie et de l'environnement (MEE) qui a succédé en février dernier au ministère de la protection de l'environnement. Selon ce document, daté du 1er août, désormais public mais uniquement en chinois, le MEE est compétent, comme avant février, en matière de d'écologie et de conservation de la nature, de sûreté nucléaire, de protection des océans, de gestions des déchets solides et chimiques (« Solid Waste and Chemicals »), de prévention des pollutions des sols, des eaux et de l'air et désormais aussi de la politique nationale et internationale sur les changements climatiques qui était conduite avant février par la Commission nationale du développement et de la réforme (en anglais NDRC). Le ministère est désormais doté un Bureau d'application des lois (Bureau of Ecological and Environmental Law Enforcement) séparé du Département des politiques, de la législation et de la réglementation.

Institutions : compétences du Ministère chinois des ressources naturelles

Le Conseil des affaires d'Etat a adopté début septembre un document précisant les attributions et l'organisation du Ministère chinois des ressources naturelles (en anglais MNR) qui a succédé en février dernier au ministère des terres et des ressources. Sous réserve de l'examen complet de ce document daté du 1er août, désormais public mais uniquement en chinois, le MNR est propriétaire, au nom de l'Etat, de l'ensemble des ressources foncières (dont les terres agricoles, les aires protégées et les forêts) et compétent en matière de gestion rationnelle du foncier, des zones océaniques et des sous-sols (ressources souterraines). Le document n'évoque pas les politiques de planification urbaine (dont les projets de villes durables et d'éco-quartiers) jusqu'en février de la compétence du Ministère de l'habitat et du développement urbain et rural (en anglais MoHURD), ministère dont le nouveau décret d'attribution est encore attendu.

Air : plan d'action de trois ans d'amélioration de la qualité de l'air

Le Conseil des Affaires d'Etat a publié le 3 juillet 2018 un Plan d'action de trois ans concernant l'amélioration de la qualité de l'air (« afin de remporter la bataille pour le ciel bleu »), doté d'un calendrier de mise en œuvre et d'une feuille de route[1]. Ses principaux objectifs établis pour 2020 (par rapport à 2015) sont : (i) diminution de 15 % des émissions de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote ; (ii) diminution de 18% de l'indice de particules PM2.5 dans les villes du rang au moins préfectoral qui ne répondent pas aux exigences actuelles ; (iii) cible de 80% de jours de bonne qualité de l'air et (iv) diminution de 25% du nombre de jours hautement pollués dans ces villes. Pour ce faire le plan d'action met en avant des mesures de modernisation industrielle, de promotion des énergies propres, de transports écologiques et d'aménagement du territoire et insiste sur le renforcement de la coordination régionale, le renforcement de la surveillance et la participation du public. Le plan d'action va s'appliquer en priorité dans la région entourant Pékin (région de Pékin, de Tianjin et de la province du Hebei – désignée en chinois « Jin-Jing-Ji »), dans la zone du delta du fleuve Yangtsé (autour de Sanghai) et dans les plaines fluviales de la Fenhe et de la Weihe (Fleuve Jaune).

[1] : « 国务院关于印发打赢蓝天保卫战三年行动计划的通知 », Le Conseil des Affaires d'Etat, Publié le 3 juillet 2018, http://www.gov.cn/zhengce/content/2018-07/03/content_5303158.htm#

« Pollution de l'air : la Chine publie un plan d'action sur trois ans », Xinhuanet, Publié le 3 juillet 2018, http://french.xinhuanet.com/2018-07/03/c_137299014.htm

HONG KONG ET MACAO

Réserves de change : les réserves officielles en devise de Hong Kong s'élevaient à 424,9 Mds USD fin août, contre 431,9 Mds USD fin juillet

Fintech: la Hong Kong Monetary Authority (HKMA) et la Banque centrale du Brésil (BCB) ont signé un accord le 9 septembre 2018 sur les Fintech

La Cheffe de l'Exécutif a présidé le 12 septembre la cérémonie d'ouverture de la Semaine des Fintech (3ème édition) qui sera placée sous le thème du renfort de la coopération régionale dans le cadre "greater bay area" et aura lieu à Hong Kong du 29 octobre au 1er novembre puis à Shenzhen le 2 novembre.

Transport: ouverture le 23 septembre de la 1ère connexion par TGV entre Hong Kong et la Chine continentale

8 ans après le début des travaux, la ligne ferroviaire à grande vitesse ouvrira le 23 septembre et reliera Hong Kong à la Chine, desservant Shenzhen et Guangzhou. Ce projet aura coûté 10,7 Mds USD.

IPO/ marchés financiers : la 3ème plus grosse IPO de l'année à Hong Kong après Xiaomi (producteur de téléphones portables) et China Power

Meituan Dianping (plateforme chinoise online), qui compte Tencent parmi ses actionnaires, a levé 4,2 Mds USD en entrant à la Bourse de Hong Kong.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong.

Adresse : N°60 Tianzulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Yongyou Tang, Camille Bortolini, Furui Ren, Anne-Victoire Maizière, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Valérie Liang-Champrenault.

Revu par : David Karmouni, Estelle Jacques, Pierre Martin et Jean-Philippe Dufour.

Responsable de publication : Philippe Bouyoux